

Le Mercosur, c'est la mort assurée des fermes familiales

Les agriculteurs relancent leur mouvement de contestation pour bloquer l'adoption du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Au sein du gouvernement, chez les organisations politiques et citoyennes, l'opposition est quasi-unanime.

Ce combat n'est pas celui du repli sur soi. Car le modèle ultralibéral lamine aussi les paysans des pays d'Amérique latine en butte à des multinationales qui détruisent leur métier et l'écosystème. Cet accord de libre-échange, discuté depuis 1999 ne correspond plus aux défis à relever aujourd'hui. Il est dépassé et dangereux.

Tous les syndicats agricoles sont vent debout. Si la FNSEA et sa branche jeune, les JA, sont contre le Mercosur en l'état, ils sont prêts à l'accepter en échange d'aménagements.

À contrario, la Confédération paysanne et le Modéf militent pour une agriculture vertueuse, centrée sur les exploitations familiales. Le Modéf dénonce le poids du lobby automobile européen qui a gagné et sacrifie l'agriculture française avec l'accord UE-Mercosur.

« Le Mercosur c'est la mort assurée des fermes familiales »

Par ailleurs, le débat reste vif sur les mesures favorisant surtout les grandes exploitations, aux dépens de bon nombre de paysans. Si FNSEA et JA ont trouvé une oreille attentive auprès des gouvernements successifs, les revendications défendues par le Modéf sont, quant à elles, restées lettre morte. Près d'un an après une mobilisation d'ampleur dans toute la France, le syndicat a le sentiment que rien n'a changé pour améliorer concrètement le revenu des agriculteurs. FNSEA et JA se gardent bien de faire le bilan des concessions que les gouvernements successifs leur ont déjà accordées, les pouvoirs et les dirigeants des deux syndicats partageant la même conception, libérale et productiviste, de l'agriculture. Un modèle qui semble à des années-lumière des besoins des petits exploitants.

Récemment, c'est le projet de loi de finances qui s'est fait l'écho des deux syndicats agricoles majoritaires, en suggérant diverses ristournes fiscales et sociales. Le gouvernement a en effet proposé de maintenir l'avantage fiscal sur le

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2485 – Jeudi 21 novembre 2024



gazole non routier, après avoir décidé en 2023 de le supprimer progressivement. Le budget comprend aussi un coup de pouce fiscal de 150 millions d'euros visant à accroître le cheptel bovin, reprenant quasiment à la lettre les vœux de la FNSEA.

Enfin, le texte proroge l'exonération de cotisations sociales des salaires des ouvriers agricoles jusqu'à 1,25 fois le Smic. « **Pour les exploitants qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 120.000 euros par an, ces exonérations fiscales et sociales ne changent rien.**

C'est encore les plus grosses exploitations, qui gagnent déjà le plus, qu'on aide en priorité ! », fulmine Frédéric Mazer, co-président du Modéf.

Le projet de LOA qui doit encore être examiné au Sénat en janvier 2025, prévoit l'allègement d'une série de normes environnementales, en permettant par exemple des dérogations pour l'arrachage de haies et en réduisant les sanctions en cas d'atteintes à l'environnement ou à la biodiversité.

Un non-sens pour Frédéric Mazer, co-président du Modéf, qui assure que la question est loin d'être pressante pour bon nombre de paysans. « **Lorsqu'on touche des subventions et de l'argent public, on ne peut pas se soustraire aux contrôles. On peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre** », conteste-t-il. ■

Dans une tribune collective à l'initiative d'André Chassaigne, député communiste, plus de 200 députés de tous bords politiques appellent le gouvernement à mettre son veto sur l'accord commercial entre l'UE et les pays d'Amérique du Sud.

Ce traité met gravement en péril notre souveraineté alimentaire, expliquent-ils.

MERCOSUR :

LE MOUVEMENT PAYSAN DES LANDES PASSE À L'ACTION

Cette semaine le G20 au Brésil pourrait entériner l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Pays du Mercosur.

À la veille de mobilisations orchestrées par la FNSEA alors qu'elle est responsable de la crise structurelle du modèle agro-alimentaire qui vise systématiquement à la libéralisation des marchés agricoles et conduit à la disparition de milliers de fermes par an ainsi qu'à la précarisation des paysan.ne.s. À la veille de mobilisations orchestrées par la Coordination rurale qui surfe sur la colère agricole pour vendre ses raisonnements tronqués, sectaires et identitaires, et qui menace d'utiliser une violence démesurée et mal ciblée.

À la veille de ces manœuvres purement électoralistes, le Mouvement paysan des Landes veut faire entendre sa voix. L'Agriculture française n'est pas à vendre et ne se brade pas !

Ce samedi 16 novembre, le mouvement paysan des Landes s'est retrouvé à la zone artisanale de la Téoulère à Saint-Pierre-du-Mont pour expliquer son opposition à cet énième traité de libre-échange comme à tous les précédents.

Les traités de libre-échange déstabilisent toujours plus les marchés internationaux.

Ils plongent les paysan.ne.s européen.ne.s ET d'ailleurs dans la précarité.

Ils sont une hérésie économique, sociale, sanitaire et environnementale.

Le modèle agricole français doit changer pour garantir un REVENU DÉCENT aux paysan.ne.s pour leur production de qualité et les services rendus au vivant (santé humaine, animale et environnementale).

Pour cela, nous demandons de sortir l'agriculture de TOUS les traités de libre-échange et de l'OMC.

Nous œuvrons au quotidien à RELOCALISER LES FILIÈRES.

Nous démontrons qu'il est possible de DÉVELOPPER L'AGRICULTURE PAYSANNE NOURRICIÈRE pour tendre vers la souveraineté alimentaire des territoires.

Passons à l'action !

C'est l'avenir de notre alimentation et de notre production qui se joue aujourd'hui et dans les prochains mois !

Les positions du Mouvement paysan des Landes

1) Les conséquences néfastes des traités de libre-échange et en particulier celui avec le MERCOSUR

Les traités de libre-échange favorisent :

- La dérégulation des marchés qui casse les protections à l'importation en termes de prix, de qualité, etc.
- Une logique néocoloniale qui préserve les intérêts des grandes multinationales au détriment des populations locales avec un accaparement des terres



et des ressources

- Un modèle agro-alimentaire qui marche sur la tête : nous surproduisons de la nourriture et pourtant des personnes souffrent encore de sous-nutrition, de malnutrition, et d'autres meurent de faim, dans nos pays développés et encore plus dans les pays du Sud.

- La concurrence déloyale entre agriculteurs, les inégalités de revenus et la précarisation des paysans d'ici et du Sud.

- La casse de l'agriculture paysanne, vivrière qui nourrit les populations plutôt que la spéculation.

- Les menaces sur l'élevage français avec près de 100 000 tonnes de viande bovine, 180 000 tonnes de viande de volaille et 25 000 tonnes de viande porcine importées sans clauses miroir qui garantissent la même qualité que la viande française.

- Les atteintes à l'environnement, la biodiversité avec des répercussions incommensurables sur le vivant et changement climatique.

Bref, ils sont une aberration économique, sociale, sanitaire et environnementale.

2) L'opportunisme de FNSEA et de la CR

La FNSEA et la CR utilisent la signature du traité UE-MERCOSUR dans un contexte agricole catastrophique et à la veille des élections professionnelles dans une perspective purement électoraliste. La FNSEA est responsable de la crise structurelle du modèle agro-alimentaire puisqu'elle est en cogestion avec l'État de toutes les politiques agricoles nationales et européennes via la COPA-COGECA ! Et la CR surfe sur la colère agricole pour vendre ses raisonnements tronqués, sectaires et identitaires !

C'est la course à la compétitivité qui justifie les demandes de ces syndicats agricoles d'affaiblissement de nos normes protectrices pour la santé et l'environnement : ré-autorisation de pesticides interdits, déréglementation des OGM... Tout le contraire de ce qu'il faut pour protéger efficacement le revenu paysan et l'avenir long-terme

de nos fermes.

3) Nos propositions et revendications

Le modèle agricole français et international doit changer pour garantir un **REVENU DÉCENT** aux paysan.ne.s pour leur production de qualité et les services rendus au vivant (santé humaine, animale et environnementale).

Pour cela :

- Nous prôtons une **ORGANISATION JUSTE ET ÉQUITABLE DU COMMERCE INTERNATIONAL**, qui cesse de mettre en concurrence les paysan·nes du monde entier, de contribuer au dérèglement climatique et de piétiner les droits humains.

- Nous demandons de sortir l'agriculture de **TOUS** les traités de libre-échange et de l'OMC. Le gouvernement français ne peut plus se contenter de dire qu'il est « contre cet accord en l'état ». **Nous exigeons que la France obtienne le retrait définitif du mandat de négociations dont la Commission européenne dispose sur l'accord UE-Mercosur.**

Cet accord de libre-échange n'est pas le seul en cause, **c'est bien l'ensemble des accords de libre-échange qui doivent être remis en cause pour répondre aux causes de la colère agricole.**

Stopper l'accord UE-Mercosur devra amener à d'autres victoires rapides contre le CETA, l'accord UE-Maroc, l'accord UE-Nouvelle-Zélande...

- Nous œuvrons au quotidien à **RELOCALISER LES FILIÈRES.**

Les paysan.ne.s de notre mouvement sont impliqués dans la création et le développement des filières huile avec la Coop Adour Protéoil, farine avec la Coop Haria Blanca, chanvre avec la Coop Camb'Adour.

La création de filières et leur déploiement relève du rôle et des missions de service public d'une Chambre d'agriculture. Or dans les Landes, la Chambre ne fait pas ce travail de développement agricole. Donc nous agissons avec nos petits moyens. **Nous ne sommes pas encore élu.e.s que nous travaillons déjà, et depuis des années, pour faire éclore une agriculture paysanne locale qui soit plus robuste face au système économique globalisé.**

Nous démontrons au quotidien qu'il est possible de **DÉVELOPPER L'AGRICULTURE PAYSANNE NOURRICIÈRE** pour tendre vers la souveraineté alimentaire des territoires. ■

Le Mouvement Paysan des Landes organise une causerie paysanne le lundi 25 novembre à 20 h au Merle Moqueur à Mont-de-Marsan à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

La problématique du genre en agriculture sera abordée, ainsi que travailler à des solutions collectives et d'avenir pour l'amélioration de la place des paysannes et de leur qualité de vie.

Les élections professionnelles agricoles de janvier 2025 seront l'occasion de donner de la voix à nos syndicats agricoles qui souhaitent faire de la place des paysannes un enjeu majeur du développement agricole et rural. Cela fait partie des revendications phares de leur profession. ■

Frappes en profondeur en Russie : halte au feu !

L'administration présidentielle étasunienne a annoncé avoir autorisé l'Ukraine à frapper en profondeur le territoire russe. La Russie avait en septembre dernier avancé que cela équivaldrait à un conflit direct avec les pays de l'OTAN.

Alors que des initiatives diplomatiques pour une solution politique à la guerre en Ukraine reprennent, par exemple de la part de l'Allemagne, un bloc de pays bellicistes font tout pour les empêcher de se concrétiser : les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Pologne, les pays baltes et la France, qui annonce la livraison prochaine de premiers Mirage 2000.

Il ne s'agit pas simplement d'une escalade supplémentaire, mais d'un risque assumé de généralisation du conflit sur le sol européen. Les frappes russes de ce week-end contre les villes et les installations énergétiques en Ukraine, que nous condamnons fermement, ne sauraient servir de justification.

Ce sont les peuples européens, le peuple ukrainien et le peuple russe qui paient le prix du sang de cette politique de guerre. Il est honteux que le gouvernement français suive d'une manière servile cet engrenage.

Le PCF condamne cette étape supplémentaire vers la guerre.

La France doit rompre avec cette politique, déclarer que les armes françaises ne pourront pas être employées sur le territoire russe et renoncer à l'envoi de Mirage. Plus largement, les conditions de l'aide militaire doivent être rediscutées et soumises à la construction d'une solution politique concrète et urgente.

La France doit prendre le parti de la paix et de la résolution politique du conflit, non celui de l'engrenage de la guerre. Elle doit relayer les propositions de paix qui émanent, tant du gouvernement allemand que de pays comme la Chine et le Brésil. Il n'y aura pas de solution militaire. L'heure est aux négociations de cessez-le-feu pour une paix juste et durable en Ukraine et en Europe.

Le Parlement doit être saisi en urgence des dangers que fait courir à toute l'Europe et au monde les nouvelles escalades en cours. ■



LA COOPÉRATIVE
DES ÉLU.E.S
COMMUNISTES
RÉPUBLICAIN·E·S
& CITOYEN·NE·S

Ces 22 et 23 novembre, les élus communistes et républicains se donnent rendez-vous à l'AG de la coop et au campus d'automne des élus

organisé par le Cidefe, à Montreuil (93) au sein de l'école de formation des comédiens « la Générale » située à l'intérieur des anciennes usines de plumes « Sergent Major ». Au programme : Cap 2026 autour des thèmes politiques qui répondent aux enjeux de victoire et d'intérêt général. De grands moments d'échanges avec des personnalités nationales, des temps culturels et politiques, des ateliers de formations ... ■

Forum annuel de la gauche européenne à Budapest : imposer une alternative à l'austérité européenne

Le 8e forum européen des forces de gauche, progressistes et écologistes s'est réuni à Budapest du 8 au 10 novembre 2024.

Ce forum a pour objectif de faciliter le dialogue, le débat et de catalyser des convergences entre forces politiques, sociales, citoyennes en Europe. Il est organisé sur proposition du Parti de la gauche européenne, avec d'autres acteurs tels que les trois fondations de gauche (Tranform Europe !, fondation des verts et des sociaux-démocrates), des forces politiques hors PGE (par exemple : PTB, jeunes verts), des syndicats (CES, FIOM, FGTB, CCOO...), avec les forces féministes et celles qui agissent pour le climat. Y ont également participé des forces internationales (Togo, Israël, Palestine, Turquie...).

Cette année, il a réuni des représentants de 115 organisations venant de 38 pays.

Pour la première fois, le forum se réunissait dans un pays d'Europe centrale et orientale. Il est particulièrement important que cette session ait eu lieu en Hongrie, alors que Victor Orban préside l'UE pour le 2d semestre 2024, en même temps que la réunion du Conseil européen et de la Communauté politique européenne. Tout d'abord, pour affirmer notre solidarité avec les acteurs sociaux et politiques qui luttent contre le pouvoir d'extrême droite d'Orban qui veut faire de la Hongrie un laboratoire de toutes les régressions en Europe. Des forces hongroises, politiques et syndicales, ont activement pris part aux travaux du forum, ce qui est un levier pour favoriser les convergences entre elles. Il faut également saluer la présence de syndicats et de forces politiques de Serbie et de Croatie. Le forum de cette année ouvre donc de nouvelles perspectives de coopération avec les forces progressistes d'Europe centrale et orientale.

Par ailleurs, le forum de cette année a été marqué par un investissement et une présence renforcée de la CES (Confédération européenne des syndicats). Il s'agit de l'une des principales nouveautés. La CES propose d'élaborer une campagne européenne contre le retour des politiques d'austérité mis en œuvre par la nouvelle commission européenne, qui va aggraver les phénomènes de récession et de désindustrialisation en Europe. Le forum a donc ouvert de nouvelles perspectives de travail en commun contre l'austérité européenne. Il reste désormais à les exploiter et à les concrétiser, en appliquant la feuille de route qui y a été décidée.

La paix fut évidemment un point absolument central du forum, à la fois pour exiger une solution politique aux conflits en cours mais aussi pour évaluer les conséquences de l'élection de Trump à la Maison Blanche. Les classes dirigeantes européennes n'ont désormais plus à la bouche que l'autonomie stratégique de l'Europe. Mais, une véritable autonomie stratégique impose des ruptures avec la politique de l'UE : par exemple en agissant en toute indépendance de l'OTAN, bras armé des USA, pour travailler à la construction d'un espace européen de sécurité collective qui refuse les logiques de blocs ; cela implique également de s'opposer aux traités de libre échange et de porter l'exigence d'accords commerciaux de type nouveau, mutuellement bénéfiques pour les peuples. Le forum a décidé de soutenir la proposition d'une conférence européenne pour la paix, qui devra être organisée en 2025 avec la participation des forces politiques, syndicales, citoyennes et des mouvements de paix. 2025 marquera les 50 ans de l'adoption de l'acte final de la conférence d'Helsinki. Il faudra s'en saisir, non pour commémorer une ambition qui s'est fracassée sur l'effondrement du système de sécurité collective européen, mais pour dire que ce qui fut possible en pleine guerre froide l'est encore aujourd'hui, en commençant par exiger une solution politique et diplomatique à la guerre en Ukraine.

Bien évidemment, il y eu des débats, des désaccords exprimés lors de ces trois jours. L'urgence de reconstruire une gauche de transformation sociale, universaliste, portant les exigences communes à l'ensemble du monde du travail pour le bénéfice du plus grand nombre, face aux tendances à la communautarisation, n'est en que plus aiguë. C'est aussi l'une des leçons de l'élection de Trump. L'heure n'est pas à se lamenter mais à agir. ■

SANTE RACKETTÉE

Ce sont nos jours heureux/ Mais on le sait si peu,/ Les vaches sont au pré/ Et la pomme au pommier,/ L'enfant qui court devant/ Aura bientôt cinq ans,/ On parle d'avenir,/ De terrain à bâtir... Ce sont nos jours heureux/ Mais, comme c'est curieux,/ La radio joue un air/ D'avant la guerre... Ce sont nos jours heureux/ Mais on le sait si peu,/ Les vaches sont au pré/ Et la pomme au pommier./ Le petit est tombé/ Mais il n'a pas pleuré./ Ce soir les hirondelles/ Ont le cœur sous les ailes. Extrait de la chanson «Nos jours heureux» par Pierre Bachelet (1944-2005, compositeur, chanteur). Pour éviter que le déficit de la Sécurité sociale ne dérape encore plus, le gouvernement Barnier envisage de laisser les complémentaires santé prendre en charge davantage de dépenses aujourd'hui assumées par l'Assurance Maladie. L'exécutif est déterminé à augmenter la part du coût d'une consultation médicale qui n'est pas remboursée par l'Assurance Maladie. La part mutualiste pourrait grimper à 40%. De quoi dégager potentiellement plus d'1 milliard d'€ pour la Sécurité sociale si toutes les consultations médicales sont concernées, sachant que le prix d'une consultation chez le médecin généraliste va passer d'ici à la fin de l'année 2024 de 26,50€ à 30€. Ce milliard d'euros permettrait de soulager un peu la Sécurité sociale dont les finances sont hors de contrôle, aux yeux de la Cour des comptes. Cette année, le déficit devrait dépasser les 17 milliards d'€ alors qu'il était attendu à 16,6 milliards. L'an prochain, à moins d'un coup de frein important sur les dépenses de santé et de nouvelles recettes, il pourrait tourner autour de 25 milliards. Si la barre n'est pas redressée dans le cadre du prochain budget, l'idée est d'obliger les assureurs à prendre à leur compte davantage de dépenses de santé. Un procédé déjà éprouvé par le passé pour offrir en urgence une petite bouffée d'air financière à la Sécu. A l'été 2023, le gouvernement Borne avait décidé que les assureurs santé prendraient davantage en charge le coût des soins dentaires. Répercuter sur ceux-ci une plus grande part du coût des consultations médicales permettrait d'épargner les personnes atteintes de maladies chroniques (affections de longue durée ou ALD) qui sont mieux remboursées par la Sécurité Sociale. Précédemment l'exécutif avait augmenté les franchises médicales, notamment sur les consultations. Car les personnes en ALD doivent payer ces franchises, même si leur montant est plafonné. Le transfert de nouvelles dépenses aux assureurs santé (qui pourrait aussi concerner les dispositifs médicaux) risque de se répercuter sur le coût des complémentaires. Un coût qui est déjà attendu en hausse compte tenu de l'augmentation du prix des consultations médicales. Les élus s'en inquiètent et les sénateurs ont préconisé de créer une mutuelle dédiée aux retraités. Les gouvernements perdent rarement une occasion d'accuser les mutuelles d'augmenter leur prix plutôt que de faire baisser leurs coûts de gestion. De leur côté, les assureurs rappellent que la Sécurité sociale se décharge régulièrement sur eux de nouvelles dépenses. La Sécu réplique qu'elle prend davantage en charge les soins des malades chroniques, qui sont de plus en plus nombreux et donc coûtent de plus en plus cher. Pour les complémentaires, le désengagement de la Sécu est aussi une aubaine car la facture devrait s'emballer dans les années à venir avec les hospitalisations qui promettent de grimper avec le vieillissement de la population. Vive l'assurance avec la fin de la Sécurité Sociale, conquis social majeur du Conseil National de la Résistance en 1945. Les capitalistes se frottent les mains. Qu'es l'insécurité contre la santat (C'est l'insécurité contre la santé) ■

Roger La Mougne